

Au Sénégal, notamment, elle a été menée dans les zones rurales et urbaines des régions de Dakar, Saint-Louis et Matam, Kolda, Ziguinchor, Kaffrine, Fatick et Thiès.

L'objectif était de comprendre la nature, les formes, les obstacles et les perspectives de la participation citoyenne des jeunes femmes d'Afrique de l'ouest francophone et leur contribution au changement, aux différents échelons des instances de décision, institutionnelles ou non, communautaires locales, nationales, régionales et globale.

Selon un des rapporteurs, Marie-Solange Ndione, les recherches menées ont montré que la place des jeunes femmes de 18 à 35 ans dans les instances politiques a été toujours insignifiante et invisible, car celles-ci sont restées prisonnières du système patriarcal qui a institué une nette séparation entre les rôles masculins et féminins, les laissant à la marge du pouvoir.

En Afrique de l'ouest francophone, les femmes représentent quantitativement moins de 20 pc des décideurs politiques, tous lieux d'action confondus à savoir: gouvernement, parlement, partis, syndicats, organisations politiques, indique l'étude.

Il s'y ajoute, après analyse des résultats de cette étude, qu'il y a de nombreux obstacles qui limitent encore la participation des jeunes femmes au niveau de ces instances.

Ce sont, entre autres, le faible niveau d'instruction et de scolarisation, leur sexe, leur âge, les conflits de rôles, les stéréotypes et les contraintes sociales, la rivalité entre femmes.

Ainsi, pour une bonne prise en compte de la participation politique des femmes, Elhadj Oumar Diop, chargé de cours à la Faculté des Sciences juridiques et politiques de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), recommande de renforcer la formation politique et le leadership des femmes, de développer des programmes destinés prioritairement aux femmes, de mettre en place des approches différentes, de sensibiliser les femmes et les hommes et de promouvoir la parité.

Selon lui, la question de la participation des jeunes femmes dans la politique en Afrique doit être une problématique nationale pour aider les uns et les autres à prendre conscience de la nécessité de sensibiliser les jeunes femmes à avoir une connaissance plus approfondie des rouages de l'Etat, de la mécanique institutionnelle afin de faciliter leur prise de décision politique.

L'égalité des sexes dans l'exercice du pouvoir est un défi majeur en Afrique, a estimé M. Diop.

Source: [Afrique en ligne](#)